

# Espaces en commun

Nouvelles formes de penser et d'habiter la ville

## Villes et Entreprises

*Collection dirigée par Alain Bourdin et Jean Rémy*

La ville peut être abordée selon des points de vue différents : milieu résidentiel, milieu de travail, milieu de culture. Ceux-ci peuvent être entremêlés ou séparés. Il en va de même des groupes sociaux qui communiquent à travers ces divers types d'enjeux. La dimension économique n'est jamais absente, mais elle entre en tension avec la dimension politique. Ainsi peut-on aborder la conception urbanistique ou architecturale, l'évaluation des politiques sociales ou socio-économiques et les formes d'appropriation par divers acteurs. Pour répondre à ces interrogations, la collection rassemble deux types de textes. Les premiers s'appuient sur des recherches de terrain pour dégager une problématique d'analyse et d'interprétation. Les seconds, plus théoriques, partent de ces problématiques ; ce qui permet de créer un espace de comparaison entre des situations et des contextes différents. La collection souhaite promouvoir des comparaisons entre des aires culturelles et économiques différentes.

### Dernières parutions

Jean-Luc ROQUES, *La fin des petites villes*, 2009.

Carlos COLLANTES DIEZ, *La ville africaine : entre métissage et protestation*, 2008.

Nicolas LEMAS, *Eugène Hénard et le futur urbain : quelle politique pour l'utopie ?*, 2008.

Maurice GUARNAY & David ALBRECHT, *La Ville en négociation. Une approche stratégique du développement urbain*, 2008.

Marc WIEL, *Pour planifier la ville autrement*, 2007.

René KAHN (dir.), *Régulation temporelle et territoires urbains*, 2007.

Jean-Luc ROQUES, *Inclusion et exclusion dans les petites villes*, 2007.

Jacques PEZEU-MASSABUAU, *Construire l'espace habité – L'architecture en mouvement*, 2007.

Nora SEMMOUD, *La réception sociale de l'urbanisme*, 2007.

Alain-Claude VIVARAT, *Les origines symboliques de notre habitat*, 2007.

sous la direction de Alessia de Biase et Monica Coralli

# Espaces en commun

Nouvelles formes de penser et d'habiter la ville

L'Harmattan

**© L'Harmattan, 2009**  
**5-7, rue de l'École polytechnique, 75005 Paris**

<http://www.librairieharmattan.com>  
[diffusion.harmattan@wanadoo.fr](mailto:diffusion.harmattan@wanadoo.fr)  
[harmattan1@wanadoo.fr](mailto:harmattan1@wanadoo.fr)

ISBN : 978-2-296-10551-5  
EAN : 9782296105515

# sommaire

P007 | INTRODUCTION  
Alessia de Biase et Monica Coralli

## ■ PENSER LES USAGES PAR LE TEMPS

P029 | RUE DU PIGNETO : DU MARCHÉ DES RAGAZZI DI VITA À L'ÎLE PIÉTONNE AU MILIEU DU « VILLAGE »  
Giuseppe Scandurra

P059 | ENJEUX ET USAGES SUR LA PLACE DE CATALOGNE À BARCELONE  
Nadja Monnet

P079 | LES EMBARRAS DE LOMÉ  
Gabriel Kwami Nyassogbo

## ■ CONSTRUIRE DES IMAGES ET DES IMAGINAIRES

P099 | CONSTRUIRE UN AUTRE BARBÈS ? HISTOIRE D'UNE RÉHABILITATION PAR LES IMAGES, ENTRE MÉDIAS DU PASSÉ ET MÉDIAS DU FUTUR  
Maria Anita Palumbo

P119 | EST-IL ENCORE POSSIBLE DE REPRÉSENTER LA BANLIEUE ? LA ZEN DE PALERME, LES MÉDIAS ET L'EXCLUSION URBAINE  
Ferdinando Fava

## ■ INVENTER UNE ÉCOUTE

P141 | SE BATTRE POUR UNE RUE. LE CAS DE LA RUE DE BRETAGNE  
Jean-François Tribillon

P151 | PAR LE «HAUT», POUR LE «BAS» : LES COMITÉS DE DÉVELOPPEMENT DE QUARTIER À COTONOU ET À LOMÉ  
Cyprien Aholou

P175 | UN ESPACE DE DÉBAT POUR LE PROJET ZACA, OUAGADOUGOU, BURKINA FASO  
Alexandra Biehler

P207 | LES ENFANTS COMME ACTEURS URBAINS  
Gruppo Palomar



# Introduction

---

Alessia de Biase et Monica Coralli

7

L'image de la ville et la constitution d'un imaginaire collectif dépendraient d'une composition variable d'éléments permettant de générer un pouvoir d'attraction : ce pouvoir est exercé, en premier lieu, dans et par les espaces publics. Récurrent dans le discours des aménageurs et des décideurs, le sujet « espaces publics » est devenu, depuis quelques

décennies, une priorité<sup>1</sup>. Son traitement adéquat serait l'une des conditions préalables à la réussite des opérations de renouvellement urbain, à la base de toute politique de la ville. Ainsi, qu'ils portent sur la revitalisation des centres-villes anciens ou sur la création de villages commerciaux dans des aires périurbaines, les projets visant à créer des centralités (même excentrées) produiraient la viabilité nécessaire à l'existence même de la ville.

Cependant, l'espace public était considéré comme étant capable de générer, à l'échelle du quartier ou du village, de la cohésion sociale, de l'urbanité, de la convivialité et de la solidarité. Aujourd'hui, dans la pratique de l'urbanisme opérationnel, la production de tels espaces passe, le plus souvent, par l'implantation de commerces et d'activités culturelles ou ludiques (parcs thématiques). L'assemblage de ces éléments devrait induire de la fréquentation et générer des appropriations spécifiques. Une fois l'idée de processus vaincue par un effet qui se veut instantané, ces aménagements cherchent à offrir, de nos jours, un concentré de tout ce qui a constitué historiquement la ville, en construisant des simulacres (Baudrillard, 1985) résultant d'une recherche acharnée d'ambiance urbaine

1 Compte tenu de la polysémie des deux mots qui composent le syntagme « espace(s) public(s) », et dans la tentative de classer, distinguer et nommer un ensemble d'espaces hétérogènes, tant du point de vue formel que fonctionnel, symbolique et des usages (multiples) auxquels ils se prêtent ou qui, à l'inverse, les modèlent, une distinction – généralement acceptée – entre espaces matériels et immatériels a été opérée pour résoudre ou simplifier les débats. Cette dualité, mise en exergue encore récemment par Berdoulay, da Costa Gomes et Lolive (2005) est reconnaissable dans de nombreux autres travaux. D'ailleurs, les différents types d'espaces présentés dans les contributions qui composent cet ouvrage peuvent être situés, de prime abord, dans l'une ou l'autre de ces deux catégories. L'emploi du pluriel – espaces publics – ou du singulier – espace public – est fonction des champs de réflexion et d'intervention. Le singulier en indique la dimension, ou valeur symbolique ; le pluriel souligne l'espace physique, concret, approprié, aménagé... et englobe, de manière générale, les jardins et parcs publics, les squares, les places... En effet, les théories élaborées par Hannah Arendt (1958) et Jürgen Habermas (1962) demeurent le cadre principal de référence pour l'analyse de la notion d'espace public. Comme le faisait remarquer Ferry (1989 : 15), il semble impossible d'échapper aux modèles grec (*agora*) et bourgeois (espace d'expression) élaborés respectivement par ces deux auteurs.

(de Biase, 2007). Le *storytelling*<sup>2</sup> aidant, la ville n'est-elle pas en train de se transformer en jouet, combinatoire (ou simple juxtaposition) d'espaces standardisés où l'on peut vivre un « succédané de l'expérience urbaine » (Rykwert, 2000 : 190) ? Le « *zapping* urbain »<sup>3</sup> est donc l'activité proposée à l'intérieur d'espaces tels que l'Odysseum de Montpellier, un exemple français parmi les plus explicites de « disneylandisation ».

Dans la vision des postmodernistes de l'école de Los Angeles, que l'on trouve tous réunis dans *Variations on a Theme Parc* (Sorkin, 1992), la ville et l'espace public américains sont définitivement passés dans le registre fictionnel baudrillardien. Toutefois, il est indispensable de se demander si la création, de plus en plus récurrente, d'espaces publics privatisés (des *shopping centers* aux *gated communities*) selon le modèle américain est systématiquement transposable d'un côté de l'océan à l'autre, et si oui quelles sont ses déclinaisons et ses nuances lorsqu'il s'applique en Europe ou ailleurs. Certains travaux de recherche attirent l'attention sur l'avancée progressive de cette ville américaine exportée<sup>4</sup>, traduite en version européenne : le travail d'Eric Charmes (2005) n'est qu'un exemple, d'autres auteurs regardent l'évolution européenne « en plein air » du *shopping mall* (*outlet*), etc.

2 Il peut se synthétiser dans le désir de raconter, à travers des objets, des histoires permettant d'ancrer le futur (incertain) aux certitudes du passé, selon un système fondé sur la force magnétique des objets qui s'exprime à travers la capacité combinatoire de la mémoire ; la continuité avec le passé et la tradition se fait par leur projection dans le futur, dans le but de constituer un « pont temporel » qui s'ouvre à de nouvelles possibilités. Le présent (espace réalisé) fascine grâce à la force de son conte (cf. Morace, 2005 : 39 et suiv.).

3 Nous empruntons l'expression à Jean-Pierre Garnier qui l'a utilisée dans sa communication « De l'espace public à l'espace publicitaire », lors d'une conférence, organisée par le CAUE 77, à l'École d'Architecture de Marne-la-Vallée le 14 février 2008 intitulée « Ville active. Nouvelles centralités ».

4 Il serait intéressant de comparer les processus anciens et actuels d'exportation, dans le monde entier, de modèles urbains européens des XIXe et XXe siècles (Robin, 1992), ainsi que ceux d'aujourd'hui.

Force est cependant de constater que, souvent, la transformation des *shopping centers* en nouvelles « places » nous interpelle. La comparaison des *malls* avec les passages parisiens tant glorifiés par Walter Benjamin (1986 [1939]) comme hauts lieux de la flânerie urbaine où la présence du citoyen/citadin est nécessaire pour transformer une surface ouverte en espace public nous paraît tout à fait légitime. En admettant que les pratiques qui se développent à l'intérieur des *malls* ne soient que la version actualisée de celles du XIXe siècle, celles-ci posent, à notre avis, un problème majeur : l'aseptisation de l'espace et la mise en fiction de la ville. Les passages parisiens ne cherchent en aucun cas à imiter la ville, ils sont pleinement « ville », ils composent ce que nous avons hérité d'urbain du XIXe siècle. Toutefois pourquoi sommes-nous aujourd'hui incapables de composer sans frôler le « nostalgique » (de Biase, 2008) ? Pourquoi avons-nous besoin d'imiter une forme urbaine pour induire une pratique et un sentiment d'urbanité ? Il faut admettre que les nouveaux centres commerciaux sont tous hors la ville, sauf des cas très rares comme la Cour Saint-Émilion à Paris. Certes, ils n'appartiennent plus à une trame urbaine historique et sont plongés dans la ville diffuse. Mais pouvons-nous encore persister dans l'idée selon laquelle l'urbanité réside exclusivement *intra muros* ? Grâce aux apports de certains géographes (Cf. Donzelot, Mongin, 2004), nous savons qu'aujourd'hui, pour parler de la ville contemporaine, il est nécessaire de parler d'*extra muros* : des concours internationaux, organisés dans le but de susciter une réflexion sur l'agrandissement progressif de certaines villes comme Paris, encore aujourd'hui complètement et anachroniquement repliées sur elles mêmes, sont à la Une. Après les dernières expérimentations modernistes, pourquoi donc avons-nous permis à un sentiment aussi dangereux que la nostalgie d'envahir notre imaginaire ? Ces œuvres pourraient être abordées en se détachant définitivement de

discours inutilement rhétoriques et manipulateurs comme celui de la démolition. Le Mouvement Moderne a représenté l'un des derniers moments où une réelle expérimentation d'autres façons d'être dans l'espace public a été conduite. Ceci, personne – même le plus antimoderniste – ne pourra le nier. Au-delà des jugements personnels et des attaques inutiles, qui ne font certainement pas progresser la manière de penser la ville, nous sommes aujourd'hui orphelins d'un criticisme qui conduisit à une certaine expérimentation, et pas seulement à des positions théoriques stériles. Les membres du Team X se sont affranchis, à leur manière, de la tutelle moderniste, ainsi que l'ont fait les postmodernistes, et ce, tout particulièrement aux États-Unis. Ils nous ont convaincu, en Europe, de nous avoir mis en paix avec notre sentiment de la culpabilité. Mais en réalité, dans la mesure où, en Europe, le post-modernisme n'a fait l'objet que de peu d'expérimentations concrètes, nous nous trouvons, toujours et encore, face aux mêmes dinosaures, les géants modernistes qui, en plus, vieillissent très mal. 11

Pouvons-nous, en 2008, être encore anti-modernistes ? Nous devrions être déjà anti-postmodernistes ! En toute sincérité, être contre le Mouvement Moderne ne constitue pas, de nos jours, une réelle prise de position, c'est une manière d'échapper et d'esquiver le véritable problème : quelle idée d'espace public projetons-nous aujourd'hui ? Sommes-nous capables d'avoir un nouveau projet social et urbanistique pour la ville de demain ? Nous pouvons lire et relire les utopies de Le Corbusier sur la ville, mais elles sont dépassées. Quelles sont nos utopies aujourd'hui ? Ne serions-nous pas de moins en moins capables de raconter une nouvelle idée de ville ? Dubaï, pris souvent comme laboratoire urbain contemporain, n'est qu'un réceptacle d'idées à la carte exportées d'Europe et d'Amérique (de Biase, 2008) qui trouvent là un terrain fertile grâce, certes, à l'espace disponible et à l'argent des différents Émirats,

mais aussi et surtout grâce à leurs ambitions pour la période post-pétrole. *Choose your home, choose your dream.*

Quoi qu'il en soit, l'abondance d'ouvrages portant sur l'espace public témoigne, à elle seule, de l'importance de la réflexion et de son lien étroit avec le débat sur la ville. La conviction que l'espace public est ce qui fait de la ville autre chose qu'une mosaïque de quartiers (Grafmeyer, 1995 : 27) est loin d'avoir disparu. Et si l'augmentation de la mobilité sociale et individuelle favorise la rencontre entre cultures, développe de nouveaux langages communs, transforme les espaces et tend à les rendre homogènes, nul ne songerait à leur disparition.

#### ■ DE LA NÉCESSITÉ DE L'INCERTITUDE, DE LA LENTEUR ET DE LA GRATUITÉ

12

Dans le projet urbain contemporain trois idées semblent presque désormais révolues : l'incertitude, la lenteur et la gratuité. Ces trois sentiments<sup>5</sup> caractérisaient les villes jusqu'à l'arrivée du *zoning* et de la pensée fonctionnaliste. Ces trois arts d'être dans l'espace public ont complètement formé des générations d'écrivains qui ont pris la ville moderne comme scène privilégiée pour leurs récits. Ces trois manières d'être dans l'espace public, qui se fondent sur le principe d'*habiter* un espace, étaient aussi trois économies qui profitaient pleinement du fait d'être, dans le sens de «rester», dans un espace (rue comme place). Il s'agit, enfin, de trois postures engendrant des conceptions architecturales et urbaines qui produisaient (et qui peuvent encore produire !) un espace vivable et appropriable.

Aucun passéisme vis-à-vis de la ville pré-moderniste dans l'énoncé précédent, même si l'utilisation du temps passé

---

5 Nous insérons la gratuité aussi dans le registre des sentiments, pour sa valeur dans l'espace public : l'effet de ne pas se sentir en devoir de faire ou de payer quelque chose. . .

peut nous induire à le croire. Aucun de nos contemporains ne pourrait y vivre et la supporter pour plus d'un jour, le temps d'une belle escapade à la manière de *Back to the Future* : la puanteur, la saleté, le bruit, la pollution des premières industries en ville... ne pourraient jamais être tolérés par un individu qui est né et a grandi dans une ambiance urbaine de plus en plus aseptisée.

Ainsi, l'incertitude, la lenteur et la gratuité nous interpellent paradoxalement pour leur contemporanéité, pour leur manière de nous questionner sur la valeur que l'espace public, tant dans son sens politique que socio-spatial (Joseph, 1995), devrait avoir dans la société et dans la ville où nous vivons.

La société moderne s'en est donc prise au corps humain : elle a pacifié le corps. Elle l'a déconnecté des espaces à travers lesquels il évolue : son savoir visuel est répressif : il craint le contact avec des corps différents de lui. Vivre dans des « espaces morts », telle est la façon dont les gens rendent compte à la fois du manque de stimulations offertes par leur environnement et de la sensation d'être pacifiés. Toutefois, la raison pour laquelle les villes sont minées par cet espace mort va bien au-delà de l'échec des architectes et planificateurs à faire les plans vivants ; l'espace mort est dans nos corps. (Sennett, 1995 : 136)

13

Sommes-nous encore capables de poser notre corps dans un espace en dehors de chez nous ? Travailler cette dimension devrait conduire à une réflexion interdisciplinaire sur ce qu'est une pause dans l'espace et ce qu'est un corps dans un espace en pause.<sup>6</sup> Désintensifier l'espace : une action projectuelle absolument paradoxale, aujourd'hui, face à une politique du tout plein spatial et temporel où la ville se veut comme un spectacle continu (Augé, 1994).

Dans cette ville-spectacle, tout est normé comme dans une régie théâtrale, rien n'est laissé à l'imprévu. Certes, les gens

---

6 D'où l'intérêt d'analyser des réalités socioculturelles, politiques, voire religieuses, différentes. Les études menées dans plusieurs régions d'Afrique apportent des éclairages intéressants à ce sujet et permettent de relativiser certaines observations.

improvisent dans cet espace, ils passent, ils se croisent, ils tombent amoureux, ils se quittent, ils jouent, ils s'arrêtent quand ils peuvent, ils manifestent, mais tout semble écrit sur un canevas.

L'imprévu en ville, c'est avant toute chose la possibilité d'entrer en relation avec celui qu'on n'attend pas, mais que l'on espère souvent. Être *de* la ville [...] est probablement corrélé au fait d'y connaître d'autres citadins et donc de s'y re-connaître (et d'y être reconnu), mais c'est aussi avoir la possibilité de faire d'autres rencontres, amoureuses, amicales ou professionnelles, mais en tout cas inédites. (« Imprévu, mixité, rencontre », in Dorier-Apprill, Gervais-Lambony, 2007 : 138)

L'imprévu et l'incertitude, qui n'est point la peur, mais la non-certitude par rapport à quelque chose, pourraient mettre en doute ce canevas où nous tous agissons tous les jours, et pourraient induire d'autres manières de faire de l'analyse et du projet urbains.

Sur le registre des imprévus, la gratuité fait paradoxalement peur : aujourd'hui, il est impossible de concevoir un échange quelconque sans recourir à l'argent. Le troc est souvent soupçonné d'être une mauvaise affaire. De plus en plus, les plus belles places de nos villes sont occupées par de superbes terrasses de cafés qui, lors d'une belle journée de printemps, ont été élues comme les seules possibilités pour s'asseoir à l'extérieur. Nous payons pour être sur l'espace qui nous appartient.<sup>7</sup> Mais pourquoi, pour bénéficier de l'espace public, préférons-nous nous asseoir et consommer plutôt que d'en profiter assis sur un banc public (quand il y en a...) ? Mais regardons ces bancs : ils empêchent d'être en groupe sans que certains ne soient obligés de s'asseoir par terre. Les célèbres chaises du Luxembourg et des Tuileries à Paris sont un bel exemple de gestion de l'espace mais, malheureusement, elles sont dans des jardins fermés le

14

7 Dans notre introduction, nous avons privilégié le contexte européen dans lequel nous vivons. La lecture que nous proposons à travers les textes sélectionnés vise à mettre en relief les contrastes résultant de la mise en perspective de terrains du Nord et du Sud.

soir. Repenser la manière de se poser gratuitement dans l'espace public devrait être considéré comme un «troc» entre la ville et nous : plus de personnes sont assises commodément sur cette place, et plus celle-ci sera perçue comme sûre. Rappelons-nous qu'une place devient «belle» et «sûre» lorsque les gens ont envie de s'y rendre et d'y rester, et non seulement pour sa forme et pour le nombre de caméras installées.

Pouvoir s'arrêter, prendre une pause, n'est point une temporalité anti-économique ou liée à un monde aisé. Pouvoir s'offrir, au cours d'une journée, de la lenteur qui ne soit pas seulement à l'intérieur de chez soi, mais également à l'extérieur – et gratuitement – devrait nous inviter à repenser aux temporalités urbaines qui régissent nos villes. La conception architecturale et urbaine s'oriente, de plus en plus, vers des lieux de passage où le paysage est vu en mouvement, et jamais dans la durée. Avec les trente-cinq heures, nous avons assisté à une course anxieuse à remplir les journées libres, au même rythme qu'au travail. Cependant, nos places n'ont pas eu une augmentation de fréquentation. Ainsi, il devient ardu de se poser, de s'arrêter pour regarder le monde qui passe, sans que rien ne se passe ; les bancs sont inconfortables et doivent empêcher des arrêts prolongés, jugés suspects pour notre sécurité.

La sûreté<sup>8</sup>, comme son contraire, la peur, sont des données difficilement objectivables : un même événement (spatial

8 Nous reprenons ici la différence entre sécurité et sûreté proposée par un appel à propositions « Territoires urbains et sûreté » du PUCA en 2007 : « Il semble désormais bien admis que le mot « sûreté » permet de distinguer, dans le champ de la sécurité des biens et des personnes, tout ce qui touche à la jouissance paisible et au partage des espaces collectifs. On peut ainsi l'opposer aux matières qui font depuis longtemps l'objet de réglementation et de normes incontestées (sécurité incendie, défense contre certains risques naturels, par exemple). Ce qui caractérise la sûreté est qu'elle ne peut être efficacement traitée comme un objet en soi. Elle fait le lien entre des cultures et des compétences professionnelles diverses. En ce sens, la prise en compte de la dimension urbaine de la sûreté doit pouvoir faire la synthèse de connaissances aujourd'hui réparties entre des logiques encore cloisonnées. »

ou social), observé par des personnes différentes, peut être interprété de manière opposée. Ceci semblerait très banal à nos yeux si une uniformisation de la peur et, donc, par réaction, de la sûreté n'était pas en œuvre, depuis notamment les événements de novembre 2005 en banlieue parisienne. En fait, un processus de « privatisation » généralisée amène à considérer l'espace urbain de proximité comme le prolongement du « chez soi », et ce, du fait de la prégnance des discours idéologiques. Souvent, la privatisation des rues ne raconte que cela : la construction d'un entre-soi de plus en plus fermé, « endogamique », qui amène les habitants à revendiquer leur pouvoir de décision sur cet espace qui doit les représenter dans leur imaginaire urbain et perdre son rôle spatial, social et politique. Dans cette tendance à la privatisation, toute peur est esquivée et soumise, à travers la communication, à une sûreté conquise grâce à l'utilisation d'une technologie plus performante et de stratégies socio-spatiales issues des expériences anglo-saxonnes<sup>9</sup>. Malheureusement, certains impératifs, comme la sécurité, verrouillent et règlent complètement le projet. Il faudrait cependant se demander si ces règles empêchent réellement notre manière de concevoir l'espace. « Faire avec et faire mieux » devrait nous conduire à une réflexion de projet, où la réglementation ne peut guère être le centre de notre action.

16

---

9 Notamment celles de Space Syntax, le groupe londonien qui travaille depuis longtemps, en tant que partenaire, dans de grands projets internationaux d'aménagement urbain sur l'accessibilité de l'espace public et des musées. Ce groupe s'est spécialisé également dans l'analyse de la sûreté. À ce propos, cf. Bill Hillier, 2004. La nature de ses analyses cartographiques se fonde sur une approche essentiellement quantitative, basée sur une modélisation informatique de la ville (cf. <http://www.spacesyntax.com>).

## ■ UNE BOÎTE À OUTILS...

Notre impératif dans la construction de cet ouvrage a été la notion d'accessibilité présente dans les articles qu'il comporte et la pertinence de ceux-ci comme outils de projet. L'accessibilité, *topos* majeur de l'analyse socio-urbanistique de l'espace public<sup>10</sup>, devient ici une nécessité projectuelle, un désir de transformer les textes de nos auteurs en nouvelles clés pour lire et penser la ville.

Pour cela nous proposons trois entrées principales, non exclusives. Au lecteur le plaisir d'en identifier d'autres, en suivant son intuition et ses intérêts...

**PENSER LES USAGES PAR LE TEMPS.** Dans la pratique actuelle de l'urbanisme, l'approche temporelle est majoritairement acquise. Mais de quel temps parlons-nous ? Souvent, l'analyse quantitative et objective des temporalités urbaines à l'œuvre sert à mieux organiser la ville. Moins souvent, l'attention est portée sur le temps perçu par les habitants.

10 Un espace est « public » lorsqu'il est ouvert à tous et à tout, c'est-à-dire à tout individu, à toute fonction et à toute heure. Dans ce sens, l'accessibilité implique aussi, dans une certaine mesure, hétérogénéité et mixité. À la base du principe d'accessibilité réside une interprétation de l'espace public vis-à-vis de la sphère privée. Des contraintes persistent : des règles régissent ces espaces en interdisant certaines pratiques susceptibles d'en gêner d'autres. Toutefois, la dichotomie privé/public est à nuancer, puisque la prise en compte d'un *continuum* entre les deux peut mieux rendre compte d'un ensemble de situations intermédiaires. À ce propos, Rykwert (2000 : 127) rappelle la « continuité graphique » propre aux projets des architectes jusqu'à la fin du XIXe siècle : par exemple, les revêtements du sol des maisons et ceux des églises étaient en continuité avec la rue. La partie « publique » se prolongeait dans le rez-de-chaussée de l'espace bâti privé, ou inversement. Les deux domaines faisaient ainsi partie d'une même réflexion. Cette correspondance, explicitée sur les plans par les architectes, est aussi le reflet du vécu spatial de chaque individu qui évolue pas uniquement à travers des compartiments étanches : des interférences et des superpositions nous amènent à considérer l'espace comme un tout, bien qu'hétérogène. Ce tout présente cependant des zones d'ombre, des interruptions et des impasses qui nous obligent à ralentir le pas, parfois à s'arrêter, et à changer d'attitude, de façon progressive, ou brusque, selon les situations. Une ligne physique de démarcation (seuil, limite, frontière) marque l'ajustement à un autre contexte ou le passage d'un territoire à un autre, tous les deux publics, et pourtant différents. Ces processus s'inscrivent tous dans le temps. Ainsi, un « axe privatisation/publicisation », tel que le proposent Capron et Haschar-Noé (2007 : 9) nous paraît pertinent pour exprimer des degrés et définir des statuts.

Au niveau de cette perception, l'enjeu de l'espace et de ses usages éphémères a un rôle important<sup>11</sup>.

La rue du Pigneto (Rome), telle qu'elle est décrite par Giuseppe Scandurra, de même que la place de Catalogne (Barcelone) analysée par Nadja Monnet, illustrent la temporalité des usages, cette stratification, quotidiennement renouvelée, des appropriations au fil des heures. C'est le temps qui articule, dans un même lieu, les occupations de groupes hétérogènes. Dans les deux cas, il assure l'alternance d'usages (socioculturels, ethniques et politiques) différents ; il scande et distingue les appropriations et les occupations, ainsi que leurs débordements.

L'identité forte d'un quartier de cheminots, connu à travers l'image véhiculée par une abondante filmographie, est synthétisée, selon Scandurra, par la rue du Pigneto qui, sans échapper au processus de « boboisation » que subissent depuis quelques années les quartiers populaires, confirme le retour d'une échelle « humaine », conviviale, celle du village d'antan. C'est « la chaleur des milieux populaires » (Sansot, 1991), de l'ambiance que ces « gens de peu » (*idem*) savent créer là où ils vivent. La piétonisation répond alors aux critères d'une recomposition sociale au profit des personnes aisées qui s'y installent, en repoussant à ses abords les autochtones. Il ne s'agit pas pour autant d'exclusion, au contraire, leur présence est nécessaire à la vie du quartier, au maintien et au renouvellement de son âme.

D'ailleurs, c'est cette diversité sociale qui est à la base du dynamisme de la rue de Bretagne (Paris) dont Jean-François Tribillon esquisse un portrait en tant que résident. Le même processus de *gentrification* est ici à l'œuvre mais,

11 Cf. les travaux du laboratoire Architecture Anthropologie (ENSAPLV) et notamment l'axe de recherche *Le travail du temps dans la ville contemporaine* dirigé par Alain Guez (2007 ; 2008).

par la volonté de quelques-uns réunis en associations, cette « rue commerçante parisienne » est un « ensemble qui fonctionne ». À une différence près : au Pigneto, nous assistons à un évitement réciproque des communautés qui y habitent ; alors que dans la rue de Bretagne, le mélange est total.

Sur la place de Catalogne, des points d'attractivité majeure (le monument, les jardins...) créent des sous-secteurs où les personnes se rassemblent (attirées par la musique latino-américaine, par exemple). Les points de repère sont aussi bien fixes (monument, aménagements) que mobiles, créés par les individus (*top manta*). Ainsi, ce mélange de statisme et de mouvement est aussi à l'origine d'appropriations différentes qui définissent la forme urbaine, en dépit et au-delà des fonctions attribuées à cet espace par des aménagements particuliers. En ce sens, le débat sur la relation entre forme et fonction demeure d'actualité. La forme urbaine serait-elle faite par les usages, comme J.-F. Tribillon l'affirme dans sa contribution ?<sup>12</sup>

19

En effet, c'est la panoplie d'activités différentes entravant la circulation qui définit de façon spécifique les rues et les trottoirs de Lomé au Togo, à des heures précises. La description que Gabriel Kwami Nyassogbo nous livre vient de la connaissance profonde de celui qui est né et a grandi là-bas. À partir de son vécu et de son « répertoire d'images »<sup>13</sup>, sa description met en évidence les détails qui auraient échappé à l'étranger. Elle va donc au-delà de l'exercice de style qui rappelle la *Tentative d'épuisement d'un lieu parisien* de Georges Perec (1975), en laissant par ailleurs, comme lui, ce travail inachevé. Le secteur informel

12 En accord avec de nombreux auteurs, nous l'avions aussi constaté à Koungheul au Sénégal (Coralli, 2001).

13 Dans le processus de connaissance, le rôle de ce répertoire, en particulier son pouvoir classificateur, a été défini par Roland Barthes dans *Fragments d'un discours amoureux* (1977) et cité par Richard Sennett (2001 : 268).

qui envahit ces espaces épouse la forme de la chaussée, utilise les éléments végétaux et les panneaux publicitaires pour transformer, avec ingéniosité, cet espace qui fait partie du domaine public en boutiques et ateliers en plein air. Ce «désordre ambiant», qui est à la base de cette animation, ne peut «fonctionner» que dans un espace public dont personne ne peut réclamer la propriété, sauf l'État.

Ainsi, les usages de la place de Catalogne à Barcelone étudiés par Nadja Monnet présentent des aspects similaires à ceux observés à Lomé. Desurcroît, dans le cas barcelonais, l'espace public est associé à la centralité, au sens géographique du terme, mais aussi historique et politique, qui l'a par ailleurs consacré comme lieu de contestation. Comme dans les places de Cotonou au Bénin que nous avons observées, lorsque l'État impose sur un espace un aménagement, ou qu'il refuse certaines occupations en les déclarant illégales ou illicites, et fait systématiquement évacuer ceux qui s'y installent, alors les citoyens abandonnent immédiatement cet espace. La place garde alors une valeur uniquement symbolique, elle conserve sa signification comme emblème pour la ville, enraciné dans la mémoire collective, et l'appropriation physique n'est plus indispensable (Coralli, 2005).

Le degré d'appropriation qu'un espace induit, lorsqu'il est géré et aménagé par les autorités, diminue chez les citoyens, qui finissent par l'utiliser comme espace de rassemblement par défaut. Par exemple, lorsqu'une manifestation est organisée contre une action de l'État, ils sont sûrs d'être mieux entendus. En ce sens, l'espace joue son rôle public, de médiation ou de contestation, étant le lieu où la communication devient possible.

**CONSTRUIRE DES IMAGES ET DES IMAGINAIRES.** Les projets urbains sont façonnés en large partie par la communication : ils constituent, de plus en plus, un jeu d'images censées

stimuler agréablement l'imaginaire du commanditaire, de l'acquéreur ainsi que celui du simple citoyen. Ces images ne sont pas le projet, elles n'en sont qu'un possible récit. Le projet ensuite devient souvent autre chose. Être attentif, tant dans la recherche que dans le projet, à l'utilisation de ces outils communicationnels est fondamental, tout particulièrement aujourd'hui où le plein d'images a acquis un pouvoir indiscutable sur la réalité tangible. Nous pouvons bâtir et démolir un quartier avec des images qui passent à la télé, sans pour autant avoir bougé une brique.

La presse et les médias, en général, en tant qu'espaces de communication produisant des images fortes et persistantes dans les imaginaires, à l'usage de tous les acteurs urbains – institutionnels ou non – sont présentés dans deux articles portant sur des exemples, la Goutte d'Or à Paris et la ZEN à Palerme (Italie).

À la Goutte d'Or, médias nationaux, institutionnels et locaux, en agissant tant sur les mentalités des habitants que sur l'opinion publique, font évoluer son image. Le quartier est en travaux, comme l'est d'ailleurs son imaginaire qui se déconstruit et se reconstruit en se basant désormais non plus sur le crime et les migrations, mais sur la rénovation et la culture. Marianita Palumbo, à la fois observatrice et résidente, affirme avec force que l'image véhiculée par les médias produit aussi le quartier et en assure l'évolution, au même titre que les changements introduits dans les formes architecturales et urbaines du quartier.

Le quartier ZEN, soigneusement analysé par Ferdinando Fava, traite d'un des cas sans doute parmi les plus représentatifs dans le contexte européen d'exclusion urbaine. L'enfermement de ce quartier palermitain, né sur un territoire naturellement enclavé, est augmenté par une clôture qui, tout en définissant son périmètre, marque une frontière difficilement franchissable. Les médias n'ont fait

qu'ajouter une autre barrière en enrichissant son portrait négatif de « lieu maudit », pareil à lui-même, et renouvelé du local au national avec les mêmes mots discriminants et dévalorisants. Dans celui-ci, la population ne se représente pas. À la différence de la Goutte d'Or, un concours de circonstances a empêché ce quartier et ses habitants de s'exprimer et de se décrire, afin de produire une contre-image qui soit, à son tour, médiatisée pour être réhabilitée. Le manque d'écoute de la part des institutions et la conflictualité interne des associations sont, selon Fava, à l'origine de la cristallisation des mêmes arguments qui ont amené, d'ailleurs, à cet échec de communication.

**INVENTER UNE ÉCOUTE.** Dans la rue de Bretagne à Paris, la force du mouvement associatif est, selon J.-F. Tribillon, une condition de la réussite des projets à l'échelle locale. En revanche, les efforts de la mairie pour créer des lieux de réunion demeurent vains : ceux-ci restent vides dès l'instant où le sentiment d'être guidé par l'autorité municipale affleure.

22

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, malgré la disparité entre les contextes, la réticence émerge vis-à-vis de tout ce qui est proche de la politique et du pouvoir. C'est peut être la raison pour laquelle les Comités de Développement de Quartier (CDQ) institués à Cotonou et à Lomé peinent à trouver leur espace d'action. Cyprien Aholou met l'accent sur le risque, toujours présent, d'instrumentalisation politique, lié au fait d'être sous la tutelle de la municipalité. Les CDQ constituent un moyen d'orienter et de coordonner les initiatives citoyennes pour que, du point de vue de la mairie, le mouvement associatif facilite la gestion urbaine et, du point de vue des habitants, les citoyens arrivent à obtenir plus de financements pour leurs projets. En effet, à partir de la mise en place de la décentralisation, cette nouvelle forme d'espace public qui est en train de se constituer comme lieu

de parole et de décision, paraît désormais indispensable à la (bonne) gestion urbaine.

Le Projet ZACA à Ouagadougou (Burkina Faso) est exemplaire de la construction de ce nouvel espace voulu par la décentralisation. Les difficultés que l'implantation d'un quartier d'affaires à la place d'un quartier d'habitat populaire pose au niveau de l'acceptation des anciens habitants délogés sont surmontées, au final, par la concertation. Alexandra Biehler décrit l'opération de porte-à-porte qui a été menée dans le but non seulement d'informer et convaincre mais aussi d'écouter. Le résultat a été le développement d'un espace public de proximité sur la base d'un espace d'interconnaissance déjà existant. Il en résulte que cet espace politique nécessite des dimensions concrètes, qui correspondent aux espaces communautaires, collectifs, éventuellement appropriés périodiquement par des associations. Les réunions qui sont organisées dans ces endroits se situent dans la continuité des initiatives d'un mouvement associatif dont le dynamisme doit se mesurer dans chaque contexte. Quoi qu'il en soit, le concept abstrait d'espace public politique, virtuel, centré sur la communication qui peut être anonyme (sur Internet) où la liberté d'expression est en puissance totale, reste attachée, à notre avis, à l'espace concret. Autrement dit, l'espace public a besoin de matière pour exister.

23

C'est en travaillant cette matière que des projets originaux ont vu le jour il y a quelques années, comme celui élaboré à Trente (Italie) par le Groupe Palomar qui propose de prendre les enfants comme indicateur de l'accessibilité de la ville. Le manque d'autonomie de ces derniers dans le parcours maison-école permet une réflexion plus vaste sur l'aménagement des espaces publics.

Comment mieux faire la ville en réinventant une écoute qui repose sur la gestion participative ? Au-delà de ces